



## **Carte scolaire : compte-rendu du Comité technique du 11 janvier 2 011**

Cette réunion s'est déroulée de 8 h 30 à 14 h 45

Le Recteur a d'abord regretté « les fuites d'informations » qui ont provoqué des mouvements de protestation alors que les propositions de la carte des formations qu'il a présentée ne sont encore « que des hypothèses de travail ».

Même si le Recteur n'a pas voulu le reconnaître, les propositions de carte scolaire ont été bâties en fonction des suppressions prévues et non pour donner aux élèves un véritable choix de formations.

Les moyens du 1<sup>er</sup> degré et du 2<sup>nd</sup> ont été présentés par les services du rectorat qui ont voulu nous convaincre du bien fondé du retrait des postes dans l'académie du Limousin en nous expliquant que le Limousin est particulièrement bien doté par rapport autres académies. Le Recteur n'a pu fournir aucune justification sur le pourcentage de postes supprimés : l'académie a le triste privilège de perdre le plus fort taux d'emplois alors qu'elle arrive seulement en 5<sup>e</sup> position dans l'appréciation des dotations.

**L'ensemble des représentants élus, a voté contre la répartition de ces moyens en expliquant qu'ils étaient insuffisants et en demandant à Monsieur le Recteur de transmettre au Ministre leur analyse.**

La proposition de carte scolaire a été ensuite débattue point par point en argumentant pour chaque fermeture sur la nécessité de maintenir une offre de formations plus large. Nous avons expliqué à Monsieur le Recteur que ses propositions allaient à l'encontre des intérêts des élèves.

En ce qui concerne « l'hypothèse de la fermeture de l'EREA de Meymac, nous avons interpellé le Recteur sur les possibilités d'accueil des élèves qui y étaient scolarisés. « *Pour l'instant, les solutions n'ont pas été trouvées. Elles seront recherchées lors de tables rondes* »... et ne semblent pas faciles à trouver.

L'intérêt de l'internat éducatif et les structures pédagogiques mises en place par les personnels de l'EREA ont été mis en exergue mais les services du rectorat ont répondu que même dans cette structure, il y avait des difficultés de gestion des élèves.....

Pour « l'hypothèse du transfert des sections du LP du Mas-Jambost », nous avons demandé au Recteur le coût prévu du transfert. S'il a pu nous donner le chiffre nécessaire pour la remise en été du Mas-Jambost, le coût du transfert prévu, lui, est inconnu. Quant aux problèmes techniques posés par le déplacement des plates-formes techniques, il n'a pas été étudié pour l'instant par les services du Rectorat. Le transfert du CAP ouvrages bâtiments métal, alu, verre est déjà remis en cause.

Comme pour l'EREA de Meymac, des tables rondes seront organisées avec les collectivités concernées (ici la Région) pour une étude plus approfondie de la possibilité de ce transfert qui semble techniquement très difficile après les remarques que nous avons faites.

En ce qui concerne les autres « propositions » nous avons argumenté contre la fermeture des 5 classes de DP6. Mme Coste a répondu qu'environ 10 % des élèves qui se dirigeaient vers la 3DP6 « *demandaient en réalité un système de préapprentissage et que l'offre avait été rééquilibrée car l'objectif n'était pas d'accueillir les élèves pénibles des collèges* » ....

Pour la diminution de l'offre de formation en tertiaire prévue lors transformation des Bac C-S en Bac gestion administrative, la réponse a été le trop faible taux de pression.

Le Rectorat avance le même argument pour les suppressions en CAP menuiserie ou pour la fermeture du Bac Construction en Carrosserie sans se préoccuper des possibilités d'emplois à la clé.

**Tous les représentants des personnels ont également voté contre cette proposition de carte des formations.**

Le Recteur a affirmé avoir écouté nos arguments et devrait nous faire de nos nouvelles propositions dans la semaine prochaine. Toutefois, le budget « étant contraint et le nombre de postes à rendre incompressible », si les hypothèses envisagées ne sont pas réalisées, d'autres solutions toutes aussi douloureuses seront présentées par le Recteur.

Il ne s'agit donc pas pour nous de faire reculer le Recteur seulement sur les enjeux les plus visibles mais bien d'obtenir les moyens supplémentaires nécessaires à la construction d'une carte scolaire respectueuse des besoins de notre académie.

Pour cela, la mobilisation de chacun est nécessaire. Sans une solidarité sans faille, nous nous retrouveront dans une situation bien difficile.

« Ils ne mourraient pas tous mais tous étaient frappés »

*Marie-Thérèse BODO*